

REGION

La mutation agricole et énergétique doit se faire sous peine de subir le préjudice irréversible des changements climatiques. Hier près de Nancy, Nicolas Hulot a plaidé pour une vision écologique des territoires

Hérault de transitions

Nancy. Il a hérité d'un challenge dont le seul intitulé « Envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète » emballerait l'ego de n'importe qui. Pas lui. Le globe-trotter Hulot n'est pas un type « prétentieux ». Il garde les pieds sur terre et souhaite entendre les réalités locales », comme il l'a dit hier à Xeulley, près de Nancy. Et il le fait.

Malgré un agenda « hyperbooké », l'ambassadeur climat de François Hollande a trouvé la fenêtre d'une longue après-midi pour apprécier, dans le bassin de Neuves-Maisons, comment les enjeux majeurs de la mutation agricole et énergétique pouvaient se déployer sur le terrain. L'initiative de la visite du toujours très médiatique écolo émanait du député socialiste du Toulinois Dominique Potier. Un ex-agriculteur bio missionné lui-aussi pour lutter contre le gaspillage alimentaire et redonner du souffle au plan Ecophyto sur la limitation de l'usage des pesticides. Deux thématiques que l'oreille climatique de l'Élysée connaît bien, notamment au travers les propositions avancées par sa propre Fondation.

À Xeulley, on a donc parlé agriculture devant tout ce que le département compte de responsables dans ce secteur d'activité. On a évoqué l'artificialisation des sols et ces 1.000 à 1.300 ha qui disparaissent sous le béton et le bitume chaque année en Lorraine. Vaste problème. « Je ne suis pas con-

vaincu du bénéfice social et économique de cette consommation de terres », dira Nicolas Hulot, arc-bouté depuis son Pacte écologique au développement des circuits courts pour fournir des produits de qualité au consommateur. Des démarches locales qui marchent, il en existe en Lorraine, à l'image « d'Emplettes » ou « Saveurs paysannes ». L'homme apprécie, d'autant qu'il croit à fond au débouché de la restauration collective en milieu scolaire ou d'entreprise, soit un potentiel de 2 milliards de repas/jour pour appuyer ce levier de la conversion des terroirs vers une agriculture plus écolo.

Pour lui, l'enjeu de l'agro-écologie, orientation ou révolution ? Très tendance actuellement, le sujet est essentiel, car « c'est le mode culturel le mieux adapté aux changements climatiques ».

Fiscalité verte, le retour ?

L'effort de serre, nous y veillons. À Chaligny, le Pays Terres de Lorraine, un bassin de vie de 100.000 âmes, compte parmi les 212 territoires sélectionnés tout récemment par le ministère de l'Écologie pour encourager, aide financière à la clé, les projets à « énergie positive ». Dans ce domaine, Hulot est à l'aise et surtout confiant « dans la capacité d'innovation foisonnante des PME françaises en matière d'efficacité énergétique », même si l'essor des alternatives renouvelables (EnR) se heurte toujours à de nombreux écueils.



■ Visite d'une ferme à Xeulley, au côté de Dominique Potier : « L'agro-écologie est la mieux adaptée aux changements climatiques. »
Photo Pierre MATHIS

« La seule centrale atomique qui me plaît, c'est le soleil », ajoute-t-il, fidèle à ses convictions sur la nécessaire réduction de la part du nucléaire.

La question du prix du carbone le tarade toujours, comme celle de la fiscalité écologique. « On doit y revenir par la grande porte », martèle-t-il. « Il faut évoluer progressivement vers une fiscalité sur les impacts environnementaux, la taxe carbone, les pollutions plutôt que de taxer le travail. Je l'ai expliqué à Manuel Valls. Il ne s'y est pas engagé, mais il

m'a laissé bon espoir... ». Espérer ? Dans sa vie, Hulot a avalé pas mal de couleuvres. Celle de l'échec de la Conférence de Copenhague en 2009 sur le réchauffement global en est une parmi d'autres. Particulièrement indigeste.

Alors il fait tout pour que la grand-messe onusienne programmée à Paris en décembre prochain ne lui reste pas sur l'estomac. Pas question de pronostic sur l'issue d'un événement où il s'agira de trouver « un accord global juridiquement contraignant qui nous

mette sur la trajectoire des 2 °C. J'ai néanmoins un peu d'espoir d'y arriver : plus aucun État ne conteste la responsabilité humaine de l'effet de serre et il est plus facile aujourd'hui de mobiliser sur les solutions que sur un constat ».

Hier soir à Neuves-Maisons, 500 personnes ont entendu le message, mais aussi la menace : « Le combat que je mène, c'est aussi le vôtre. Un échec à Paris serait un préjudice irréversible pour tous... ».

Patrice COSTA